



## Déséquilibres mondiaux : faut-il vraiment s'inquiéter ?

(enregistré le 28 mai 2026)

### Introduction

Chaque jour, les États-Unis empruntent environ trois milliards de dollars au reste du monde.

À l'heure où le G7 se réunit à la mi-juin 2026, la question des déséquilibres mondiaux se pose avec une acuité renouvelée. D'un côté, le déficit américain continue de se creuser, financé par des capitaux de plus en plus fragiles. De l'autre, l'excédent chinois progresse, porté par d'importantes surcapacités industrielles. Dans ce contexte, l'économie européenne, îlot de stabilité, peine à mobiliser son épargne et à attirer les investissements étrangers dans les technologies d'avenir. L'économie mondiale apparaît ainsi sous tension.

Comment en est-on arrivé à cette situation ? Peut-on espérer résorber ces déséquilibres ou faut-il s'attendre à un ajustement brutal ?

Pour en discuter, nous recevons Agnès Bénassy-Quéré, sous-gouverneure de la Banque de France, qui contribue aux travaux du G7 sur ce thème majeur des déséquilibres mondiaux. Bienvenue dans *Dialogue & Co*.

### Partie 1 : Les déséquilibres mondiaux ne constituent pas nécessairement un problème en soi

**Lucile Rives :** Bonjour Agnès. La notion des « déséquilibres mondiaux » peut recouvrir de nombreux sujets. Pourriez-vous nous préciser en quoi ces déséquilibres consistent exactement ?

**Agnès Bénassy-Quéré :** Bonjour Lucile. Il s'agit en effet des déséquilibres de compte courant, c'est-à-dire de l'écart, pour chaque pays, entre ses recettes et ses dépenses.

Les recettes correspondent aux exportations de biens et de services, ainsi qu'aux revenus tirés des investissements réalisés à l'étranger, sous forme d'intérêts ou de dividendes. Les dépenses, quant à elles, englobent les importations de biens et de services, ainsi que le paiement d'intérêts et de dividendes à des investisseurs étrangers.

L'écart entre ces deux grandeurs peut être positif ou négatif. Lorsqu'il est positif, c'est-à-dire lorsque les recettes excèdent les dépenses, on parle d'excédent courant — comme c'est aujourd'hui le cas pour la zone euro ou la Chine. À l'inverse, lorsque les dépenses sont supérieures aux recettes, il s'agit d'un déficit, à l'image de la situation des États-Unis. Dans les deux cas, il est donc question de déséquilibre.

Ce mécanisme peut être rapproché de la gestion des finances personnelles : un excédent apparaît lorsque les revenus surpassent les dépenses, tandis qu'un déficit se forme dans le cas contraire.

**Lucile Rives : Mais la coexistence de pays en excédent et d'autres en déficit n'est-elle pas inhérente au principe même de la libre circulation des capitaux ?**

**Agnès Bénassy-Quéré :** Effectivement, elle en constitue un fondement. En l'absence de mobilité internationale des capitaux, aucun pays ne pourrait durablement dépenser davantage qu'il ne perçoit. De même, l'épargne ne pourrait être placée de manière optimale faute de débouchés.

La circulation internationale des capitaux permet ainsi un désajustement temporaire entre recettes et dépenses, ce qui peut s'avérer bénéfique. Prenons l'exemple d'un pays en forte croissance démographique, disposant d'importantes opportunités d'investissement mais d'une épargne insuffisante : le recours à des capitaux étrangers permet de financer ces investissements et de soutenir la croissance, bien que cela se traduise par un déficit courant.

À l'inverse, dans des économies plus matures et vieillissantes — comme le Japon ou, aujourd'hui, la Corée — l'épargne est souvent abondante, voire excessive au regard des capacités d'investissement domestiques. Dans ce cas, l'investissement à l'étranger offre aux épargnants de meilleures perspectives de rendement.

On pourrait en conclure que ces déséquilibres ne posent pas de difficulté. Toutefois, ils deviennent problématiques lorsqu'ils dépassent ce qui serait justifié par des facteurs structurels tels que la démographie ou les besoins d'investissement. Lorsqu'ils sont particulièrement élevés et persistants, ils conduisent à une accumulation de dettes dans les pays déficitaires et d'actifs dans les pays excédentaires, avec, à la clé, des risques de crises financières ou d'autres déséquilibres majeurs. C'est précisément ce type de dérive que les politiques économiques cherchent à prévenir.

## Partie 2 : Pourquoi les déséquilibres mondiaux figurent-ils à l'agenda du G7 et du G20 ?

**Lucile Rives : Sommes-nous aujourd'hui dans une telle situation ? Vous l'avez rappelé, ces déséquilibres ne sont pas nécessairement problématiques, puisqu'ils découlent de la libre circulation des capitaux. Par ailleurs, ils ne sont pas nouveaux. Dès lors, pourquoi leur résorption figure-t-elle parmi les priorités de la présidence française du G7 ? Qu'est-ce qui rend les déséquilibres actuels plus préoccupants aujourd'hui ?**

**Agnès Bénassy-Quéré :** Ces déséquilibres ont en effet été nombreux dans l'histoire. Un exemple marquant est celui de la première mondialisation financière, que l'on situe généralement entre 1870 et 1914, jusqu'à la Première Guerre mondiale. Cette période se caractérise par des déséquilibres très importants, notamment un excédent courant britannique associé à une épargne abondante, largement investie dans les colonies de l'époque — devenues depuis des pays comme le Canada, l'Australie ou encore l'Argentine.

Ces déséquilibres, bien que significatifs et durables, n'étaient pas nécessairement préoccupants : ils correspondaient à des investissements structurants — défrichement, construction d'infrastructures telles que les chemins de fer — qui ont soutenu le développement et la croissance de ces économies. Si certains épisodes de crise ont pu survenir, notamment en Argentine, la dynamique d'ensemble n'apparaissait pas problématique.

La situation actuelle est d'une autre nature. Ce qui inquiète aujourd'hui, c'est que ces déséquilibres reflètent des divergences dans les modèles de croissance. Aux États-Unis, la croissance repose en grande partie sur deux moteurs. D'une part, un déficit budgétaire élevé, qui alimente une dette publique croissante. Le statut international du dollar confère aux États-Unis une capacité d'endettement que d'autres pays ne possèdent pas, mais cette situation n'est pas sans risques. D'autre part, la dynamique très forte autour de l'intelligence artificielle soutient les valorisations boursières, au prix d'attentes élevées susceptibles, le cas échéant, d'être déçues.

Ainsi, la croissance américaine apparaît largement tirée par ces deux facteurs, tandis que le reste de l'économie se révèle plus modéré. Ce n'est donc pas tant l'existence d'un déficit en soi qui pose difficulté, mais le déséquilibre du modèle de croissance qu'il traduit.

Une analyse comparable peut être faite pour la Chine. Le modèle de croissance y demeure fortement tourné vers l'extérieur, fondé sur les exportations. Dans le même temps, le taux d'épargne des ménages est élevé, notamment en raison de la relative insuffisance des systèmes de protection sociale et de retraite. Les revenus tirés des exportations ne se traduisent donc pas pleinement par une amélioration de la consommation et du bien-être de la population.

Ce modèle atteint aujourd'hui ses limites. Les tensions qu'il engendre dans les pays importateurs alimentent des tendances au repli, tandis que la Chine doit désormais rééquilibrer sa croissance en la recentrant davantage sur la demande intérieure et le développement des services. De manière générale, le processus de développement économique porte d'abord sur l'agriculture et l'industrie, puis, à un stade plus avancé, conduit à une montée en puissance des services au bénéfice du bien-être de la population.

**Lucile Rives :** Vous les avez évoqués : deux pays dominant systématiquement ce débat, les États-Unis, dont le déficit se creuse, et la Chine, qui accumule les excédents. Qu'en est-il de l'Europe dans ce contexte ? Quels sont les effets des déséquilibres que vous

## **venez de décrire sur l'économie européenne ? L'Europe contribue-t-elle elle-même aux déséquilibres mondiaux ?**

**Agnès Bénassy-Quéré** : L'Europe constitue un cas particulièrement intéressant, pour deux raisons principales.

La première tient à l'expérience qu'elle offre en matière de résorption de déséquilibres jugés néfastes. À la suite de la crise financière mondiale de 2008, puis de la crise des dettes souveraines dans la zone euro, plusieurs pays — notamment en Europe du Sud ainsi que l'Irlande — ont été contraints de réduire rapidement leurs déséquilibres, qu'il s'agisse de déficits budgétaires ou de déficits extérieurs. L'Espagne, par exemple, était principalement confrontée à un déficit extérieur.

Ces pays ont ainsi procédé à un ajustement rapide. En revanche, les pays en excédent, en particulier l'Allemagne et les Pays-Bas, n'ont pas réduit leurs excédents dans les mêmes proportions. Or, le solde courant correspond à l'écart entre les recettes et les dépenses. Initialement, à l'échelle agrégée, la zone euro présentait une position globalement équilibrée. Toutefois, la réduction des déficits sans diminution symétrique des excédents a conduit à une transformation de cet équilibre en excédent d'ensemble.

Autrement dit, les recettes sont restées globalement stables, tandis que les dépenses ont diminué. Cette contraction de la demande a entraîné une situation de faible inflation dans la zone euro — proche de zéro, sans toutefois basculer dans une véritable déflation. Une telle configuration est défavorable à la dynamique économique, car elle s'accompagne généralement d'une croissance atone.

Ce phénomène illustre une idée déjà formulée par Keynes : l'ajustement pèse principalement sur les pays déficitaires, contraints de se corriger lorsque les financements extérieurs se raréfient. À l'inverse, les pays excédentaires sont moins incités à s'ajuster, ce qui peut conduire à un rééquilibrage asymétrique, lui-même source de déséquilibres.

Pour répondre précisément à votre question, la zone euro présente aujourd'hui un excédent courant modéré, de l'ordre de 2 à 3% du PIB, qui tend à s'accumuler. Toutefois, contrairement à d'autres grandes économies, l'Union européenne a engagé une stratégie de rééquilibrage. Les travaux récents, notamment les rapports [Draghi](#) et [Letta](#), esquissent un programme ambitieux d'investissements dans des domaines clés tels que la transition climatique, l'intelligence artificielle, les technologies de pointe ou encore la défense.

L'Allemagne a déjà amorcé une réduction de son excédent à travers un effort d'investissement significatif. Par ailleurs, l'Union européenne poursuit un projet structurel d'intégration de ses marchés — qu'il s'agisse de l'énergie, des transports ou des capitaux — susceptible de stimuler l'investissement à moyen terme.

Ainsi, si la zone euro demeure excédentaire, elle semble engagée dans une trajectoire de rééquilibrage. À l'inverse, les perspectives de résorption du déficit américain apparaissent encore incertaines. Du côté de la Chine, malgré des déclarations récurrentes en faveur d'un

rééquilibrage vers la demande intérieure, les évolutions restent lentes et parfois contradictoires avec cet objectif.

**Lucile Rives :** En début d'entretien, vous évoquiez la possibilité d'une issue défavorable. Que recouvre précisément cette perspective ? Autrement dit, si ces déséquilibres mondiaux ne sont pas résorbés et qu'aucun ajustement progressif n'intervient, quels types d'évolution pourraient se dessiner ?

**Agnès Bénassy-Quéré :** L'histoire économique offre de nombreux exemples de déséquilibres qui se sont résorbés de manière brutale. La crise asiatique de 1997 en constitue un cas emblématique.

À cette époque, plusieurs économies d'Asie — notamment la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie et la Corée — présentaient des déficits extérieurs importants et attiraient, à ce titre, des capitaux étrangers. On aurait pu considérer que ces déséquilibres n'étaient pas problématiques en eux-mêmes. Toutefois, il est apparu que les capitaux entrants différaient sensiblement des capitaux sortants, tant par leur nature que par leur utilisation. Surtout, ils finançaient des activités dont la rentabilité s'est révélée, rétrospectivement, insuffisante.

Lorsque ces flux de capitaux se sont inversés, les conséquences ont été sévères. Les monnaies locales se sont fortement dépréciées, révélant une vulnérabilité majeure : les banques s'étaient endettées en devises étrangères, notamment en dollars, pour financer des investissements libellés en monnaie locale. Dans un tel contexte, la dépréciation de la monnaie affecte la valeur des actifs sans réduire le poids de la dette, ce qui dégrade fortement les bilans bancaires et peut déclencher une crise financière.

Plus généralement, ces crises surviennent lorsque les flux de capitaux présentent des asymétries importantes — en termes de devises, de maturité ou de niveau de risque. Si les actifs et les passifs étaient alignés sur ces dimensions, leur évolution serait plus équilibrée lors des ajustements. Or, ce n'est pas la situation que l'on observe aujourd'hui.

Par exemple, aux États-Unis, une part significative des investissements étrangers — en provenance d'Asie ou d'Europe — se dirige vers des secteurs dynamiques, tels que l'intelligence artificielle, contribuant à la hausse des valorisations boursières. Toutefois, en cas de correction des marchés, les pertes se répercuteraient directement sur les investisseurs étrangers. Par ailleurs, la dette américaine est principalement libellée en dollars, ce qui transfère le risque de change vers les pays créanciers.

Ainsi, les ajustements liés aux déséquilibres ne se limitent pas à un simple rééquilibrage entre recettes et dépenses. Ils peuvent entraîner des effets financiers et macroéconomiques beaucoup plus larges, potentiellement déstabilisateurs pour l'ensemble de l'économie mondiale.

### Partie 3 : Les solutions pour résorber les déséquilibres mondiaux

**Lucile Rives :** Vous avez évoqué plusieurs pistes de réponse à l'échelle nationale ou régionale — qu'il s'agisse du soutien à la demande intérieure en Chine, du recours aux droits de douane - qui sont des taxes supportées par les entreprises et les ménages américains- par l'administration américaine, ou encore des plans d'investissement européens. Ces approches locales sont-elles susceptibles de suffire à résorber les déséquilibres que nous décrivons ?

**Agnès Bénassy-Quéré :** Vous avez raison de qualifier les droits de douane de taxes : c'est précisément leur nature. Ceux mis en place par la nouvelle administration Trump depuis avril dernier s'apparentent, en réalité, à des prélèvements sur les agents économiques américains. Il est désormais établi qu'ils sont largement répercutés sur les prix, de sorte que leur coût est supporté, non par les producteurs étrangers, mais par les importateurs, les distributeurs, voire directement par les consommateurs aux États-Unis.

En ce sens, il s'agit bien d'un impôt, susceptible en théorie de contribuer à la réduction du déficit. Toutefois, cet effet est contrebalancé par une augmentation concomitante des dépenses publiques, si bien que le déficit budgétaire américain ne montre pas, à ce stade, de signe de résorption. L'idée avancée selon laquelle la dérégulation pourrait provoquer un surcroît de croissance — et, par conséquent, une hausse des recettes fiscales permettant de réduire le déficit — demeure incertaine. Une telle dynamique suppose en effet des gains de productivité durables, qui ne se matérialisent pas nécessairement à court terme.

Le cas de l'intelligence artificielle illustre cette ambiguïté : la forte activité observée aujourd'hui pourrait relever en partie d'un effet de demande, lié notamment aux investissements dans les infrastructures (centres de données, équipements), sans que des gains de productivité significatifs ne soient encore pleinement perceptibles. Si les États-Unis pourraient durablement afficher une croissance supérieure à celle d'autres zones, comme la zone euro, et ainsi soutenir un déficit plus élevé, celui-ci demeure néanmoins très important — de l'ordre de 7% du PIB — et soulève des interrogations quant à la trajectoire de la dette. À ce stade, aucune stratégie claire de résorption n'apparaît.

Du côté de la Chine, des orientations existent, mais leur mise en œuvre reste progressive. Le nouveau plan quinquennal évoque ainsi la nécessité de soutenir la consommation intérieure et d'investir davantage dans les services à destination de la population. Néanmoins, ces évolutions demeurent encore limitées.

Certaines caractéristiques structurelles freinent en effet ce rééquilibrage. À titre d'exemple, le système de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Chine présente des incitations biaisées : bien qu'il s'agisse d'un impôt sur la consommation finale, sa collecte et sa redistribution favorisent la production plutôt que la consommation au niveau des provinces. Dès lors, les autorités locales ont intérêt à soutenir l'activité industrielle — par exemple la construction de nouvelles capacités de production destinées à l'exportation — plutôt que le développement de services ou d'infrastructures orientées vers la consommation domestique.

Par ailleurs, les ménages chinois ont massivement investi dans l'immobilier au cours des années 2000 et 2010, en raison d'un nombre limité d'alternatives en matière de placement, notamment à l'étranger. Le retournement du marché immobilier a entraîné des pertes significatives pour ces ménages, pour lesquels ce patrimoine constituait souvent une forme d'épargne en vue de la retraite. Dans un contexte marqué par l'insuffisance des systèmes de protection sociale et le vieillissement démographique, les ménages sont incités à reconstituer leur épargne, ce qui pèse sur la consommation.

En l'absence de réformes plus profondes — notamment en matière de protection sociale —, le rééquilibrage vers la demande intérieure devrait rester lent.

**Lucile Rives : Dès lors, sur quels leviers peut-on s'appuyer pour résorber ces déséquilibres ? Si les réponses strictement nationales montrent leurs limites, comment envisager la mise en œuvre d'une solution coordonnée à l'échelle internationale ?**

**Agnès Bénassy-Quéré :** L'objectif des travaux du G7 est d'abord de sensibiliser les grandes économies concernées aux risques associés à ces déséquilibres, en mettant en évidence le fait qu'ils traduisent, pour une large part, des modèles de croissance qui ne sont pas soutenables dans leur configuration actuelle. Cette prise de conscience semble aujourd'hui largement partagée.

Un second enjeu, tout aussi essentiel, consiste à montrer que la résorption de ces déséquilibres ne peut être envisagée de manière isolée. Chaque économie a intérêt à ce que les autres procèdent simultanément à des ajustements.

Prenons l'exemple des États-Unis. Une réduction du déficit budgétaire implique, par définition, une modération des dépenses. Or cet excès de dépenses contribue à soutenir la demande mondiale, notamment à travers les importations, qui bénéficient indirectement à d'autres économies, dont la Chine. Une réduction du déficit américain pèserait donc sur la croissance mondiale et, par ricochet, sur la croissance chinoise. Dans ce contexte, la Chine n'a pas nécessairement intérêt à un ajustement unilatéral des États-Unis.

À l'inverse, si la Chine réduisait seule son excédent, notamment en diminuant son excès d'épargne, cela se traduirait par une moindre disponibilité de capitaux au niveau mondial. Même si les ménages chinois n'investissent pas directement à l'international, d'autres acteurs — fonds souverains, entreprises ou banques centrales — contribuent à ces flux. Une baisse de l'offre d'épargne mondiale exercerait une pression à la hausse sur les taux d'intérêt, notamment aux États-Unis, ce qui pourrait fragiliser les finances publiques et les conditions de financement. Dans ce cas, les États-Unis n'auraient pas davantage intérêt à un ajustement isolé de la Chine.

Ces interactions illustrent la nécessité d'une action coordonnée. Si le principe en est relativement bien compris, sa mise en œuvre demeure toutefois complexe. C'est précisément dans cette direction que s'inscrivent les travaux du G7. Bien que la Chine n'en soit pas

membre, un dialogue est engagé avec elle, et ces échanges s'inscrivent ensuite dans un cadre plus large, notamment celui du G20.

Au-delà de ces deux grandes économies, d'autres pays peuvent également être affectés par les ajustements, ce qui renforce la nécessité d'une approche globale. Les discussions ont déjà permis des avancées importantes, tant dans la compréhension des mécanismes à l'œuvre que dans l'identification de certains facteurs contributifs, tels que les politiques industrielles. À cet égard, les subventions à l'industrie manufacturière en Chine — estimées à environ 4 % du PIB — constituent un élément explicatif des déséquilibres, sans toutefois en être la seule cause.

Si le diagnostic économique est aujourd'hui largement partagé, l'enjeu réside désormais dans la traduction politique de cette analyse : il s'agit de parvenir à des engagements réciproques en faveur d'une réduction coordonnée des déséquilibres. Cette étape constitue la plus délicate, même si les conditions d'un tel accord semblent progressivement se mettre en place.

**Lucile Rives : Avant d'aborder la question des décisions et de leur mise en œuvre, j'aimerais revenir sur un point que vous évoquiez : la Chine ne fait pas partie du G7. Aujourd'hui, le G7 ne représente plus la majorité de l'économie mondiale. Dans ces conditions, cette instance peut-elle encore constituer un cadre pertinent pour élaborer des solutions de rééquilibrage durables, en l'absence de la Chine autour de la table ?**

**Agnès Bénassy-Quéré :** Il est exact que la Chine ne siège pas au G7. Pour autant, il demeure essentiel que les pays membres de cette instance partagent une compréhension commune des enjeux. Cette convergence d'analyse est désormais largement acquise et constitue un acquis important. Ainsi, lorsque les pays du G7 participent aux discussions du G20, ils y portent une vision cohérente et structurée des déséquilibres mondiaux.

Ce cadre commun est également précieux dans les échanges bilatéraux avec la Chine : bien que ces dialogues se déroulent séparément, ils reposent sur une grille d'analyse partagée, ce qui renforce leur cohérence et leur portée.

Par ailleurs, il est tout aussi important d'associer les autres économies qui ne relèvent ni du G7 ni de la Chine, mais qui participent au G20 et peuvent être directement affectées par les ajustements en cours. Ces pays peuvent, par exemple, bénéficier d'un rééquilibrage chinois fondé sur un renforcement de la demande intérieure : une hausse de la consommation en Chine se traduirait mécaniquement par une augmentation des importations, aujourd'hui peu dynamiques, ce qui constituerait un soutien pour leurs propres économies.

Dans le même temps, ces pays restent attentifs aux effets potentiellement défavorables d'un tel ajustement, notamment en termes de conditions financières. Une réduction de l'excédent chinois pourrait entraîner une raréfaction de l'épargne disponible à l'échelle mondiale et, par conséquent, une hausse des taux d'intérêt, source d'inquiétude pour certaines économies.

Dans ce contexte, l'articulation entre le G7 et le G20 apparaît relativement bien établie. Les travaux du G7, en amont, permettent de structurer les analyses et de préparer les positions, qui sont ensuite discutées dans un cadre plus large au sein du G20, généralement au cours du second semestre. Ces deux enceintes se complètent ainsi de manière cohérente.

**Lucile Rives : Quelles décisions ou actions peut-on raisonnablement attendre du G7 et du G20 pour résorber ces déséquilibres ? Et surtout, dans quel horizon de temps s'inscrivent ces efforts ? De combien de temps dispose-t-on avant un éventuel ajustement brutal ?**

**Agnès Bénassy-Quéré :** Dans l'idéal, il serait souhaitable de pouvoir s'accorder sur des objectifs chiffrés. Une telle perspective demeure sans doute difficile à atteindre à ce stade. En revanche, l'adoption d'engagements clairs, même s'ils restent directionnels, constituerait déjà une avancée significative.

La présidence française du G7 a inscrit cette question à l'agenda, mais celle-ci est également portée dans le cadre du G20, actuellement sous présidence américaine. Cette continuité est déterminante. Par ailleurs, les États-Unis assureront l'an prochain la présidence du G7, tandis que le Royaume-Uni prendra la tête du G20, et tous deux ont manifesté leur intention de poursuivre les travaux engagés sur ce sujet.

Ainsi, la dynamique enclenchée ne se limite pas à la seule présidence française : elle s'inscrit dans un horizon plus large, permettant d'envisager une action progressive et coordonnée dans le temps.

**Lucile Rives : Cette coopération internationale demeure-t-elle pleinement efficace, notamment dans le contexte de la nouvelle administration américaine ? On se souvient qu'en 2018, Donald Trump avait retiré la signature des États-Unis de la déclaration finale du G7. Le fait que les États-Unis assurent prochainement des présidences successives dans ce contexte doit-il être perçu comme un motif d'inquiétude ?**

**Agnès Bénassy-Quéré :** La filière « Finances » du G7, réunie à Paris en mai, est parvenue à adopter un communiqué commun. En réalité, deux textes ont été publiés : un communiqué strictement G7 et un second associant plusieurs pays invités. Les États-Unis ont apposé leur signature à ces documents.

À la lecture détaillée de ces communiqués, on constate qu'ils intègrent bien une section consacrée aux déséquilibres mondiaux, soulignant la nécessité d'une action coordonnée. Il convient toutefois de rappeler que ce sujet, bien qu'important, ne constitue pas l'unique priorité du G7.

D'autres thématiques ont fait l'objet d'échanges approfondis, notamment celle des événements météorologiques extrêmes et des enjeux d'assurabilité face aux conséquences du réchauffement climatique. Si des divergences de vues subsistent quant aux causes, voire à l'ampleur du phénomène, un consensus existe sur la réalité et la multiplication d'événements

extrêmes — inondations, tornades, sécheresses, incendies de forêt — ainsi que sur leur coût économique élevé.

Ces événements ont un impact significatif, tant pour les assureurs que pour les finances publiques lorsque les mécanismes assurantiels sont insuffisants, mais aussi pour les ménages, les entreprises et, plus largement, pour la stabilité du système financier. À cet égard, la signature d'un texte commun sur ce sujet constitue une avancée notable.

Par ailleurs, la coopération se manifeste également dans d'autres domaines. Le G7 a ainsi conduit un exercice de simulation d'une cyberattaque internationale majeure — un scénario fictif — afin de tester les capacités de réaction collective. Cet exercice a notamment permis aux ministres et aux gouverneurs de réfléchir à la coordination des réponses et aux modalités de communication, en particulier dans un contexte de forte propagation de l'information sur les réseaux sociaux.

## Conclusion

**Lucile Rives :** En conclusion, doit-on s'inquiéter de ces déséquilibres mondiaux ?

**Agnès Bénassy-Quéré :** Oui, les déséquilibres mondiaux doivent susciter une vigilance accrue. Ce n'est pas tant leur existence en elle-même qui pose problème que leur accumulation dans le temps. Celle-ci se traduit, pour certains pays, par une montée de l'endettement, tandis que d'autres accumulent des créances sur des économies de plus en plus fragilisées.

Surtout, ces déséquilibres sont révélateurs de désajustements plus profonds : ils reflètent des modèles de croissance qui demeurent déséquilibrés et, à terme, non soutenables.

**Lucile Rives :** Merci beaucoup Agnès Bénassy-Quéré. À bientôt dans Dialogue &co.